



BANQUE
ERIC STURDZA

EUROPE, LE JOUR D'APRÈS...

« Les européens seront sauvés dans la mesure où ils seront conscients de leur solidarité devant un même danger » Robert Schuman dans « Pour l'Europe »

- A Zurich, en 1946, dans un discours resté fameux, **Winston Churchill** avait appelé à la constitution des Etats-Unis d'Europe dont, non explicitement, il semblait exclure le Royaume Uni. En 1955, à la conférence de Messine, les britanniques avaient en vain tenté de tuer dans l'œuf l'Europe émergente. En 1960, ils avaient essayé, sans éclat de promouvoir une Association européenne de libre-échange, l'AELE. En 1973, après seize ans de succès de la Communauté Européenne et après avoir supporté deux vetos en 1963 et en 1967, la Grande Bretagne rejoignait les six membres fondateurs. Aujourd'hui elle vote pour une éventuelle sortie. Un vote pour le Brexit ne signifierait pas la fin de l'Europe. Un vote pour le maintien au sein de l'Union Européenne ne signerait pas la fin des interrogations. Brexit ou pas Brexit, l'Europe doit et peut se réformer pour éviter la fragmentation voire la dissolution.
- Qu'est-ce que l'Europe ? Historiquement, durant deux mille ans, une zone de conflits incessants, récemment, depuis 70 ans, une zone de paix, aujourd'hui, la première puissance économique du monde. Et demain ? A l'heure, où les grands Etats, Etats-Unis, Russie, Chine, Inde, Brésil ont chacun une dimension continentale, et où plusieurs manifestent un nationalisme ombrageux, les pays européens devraient se souvenir des propos, en incipit de cette note, d'un des pères fondateurs de l'Europe, Robert Schuman, luxembourgeois, artisan du rapprochement franco-allemand dès 1950. Encore faut-il entendre les doléances, comprendre le désintérêt de beaucoup de citoyens, mieux définir de nouveaux projets communautaires, dans la sécurité, la diplomatie, la défense, l'énergie, la protection de l'environnement et pour cela se donner les moyens d'une meilleure coordination fiscale, budgétaire et économique.
- L'Euroscepticisme n'est pas né en 2015 mais à la fin des années 80 quand Margaret **Thatcher** a lancé son tristement fameux « **I want my money back** ». Il a été amplifié par le non français et le non hollandais au référendum de 2005 sur la Constitution européenne et il s'est traduit lors des dernières élections européennes par un pourcentage très élevé d'abstentions.
- En Mars 2017, seront célébrés les 60 ans du Traité de Rome, une excellente occasion de présenter des réformes pour approfondir l'Europe et dépasser l'horizon d'une simple zone de libre-échange. Dans un monde où les défis abondent, la recherche de solutions à l'échelon fédéral doit l'emporter sur le repli à l'abri des frontières nationales.
- L'Europe, première puissance économique mondiale, avec près de 24% du PIB mondial en 2014 (selon le FMI) pour seulement 7% de la population, riche d'une main d'œuvre qualifiée, d'infrastructures de haut niveau, d'un cadre institutionnel stable, de quatre pays dans les dix premiers mondiaux, première puissance industrielle mondiale avec 20% du marché, première également dans les services, pour les investissements directs à l'étranger, première avec plus de

15% pour les exportations mondiales, même 35% si on compte les échanges intra-communautaires, contre 12% pour la Chine. Pourtant, malgré tous ces atouts, elle doute, elle peine à afficher son unité et elle est souvent un acteur politique de second rang.

- Nous analyserons les critiques adressées à l'Europe, puis nous insisterons sur les attraits de l'Europe et les huit progrès envisageables.

1. **Les critiques** : institutions, politiques économiques et potentiel Brexit.

1.1. *La critique des institutions* :

- *Une organisation inadaptée* :

Clairement, l'Union Européenne a eu du mal à ajuster son fonctionnement aux derniers élargissements et les fortes différences de PIB/habitant entre les pays du noyau historique et les récents entrants ont compliqué la définition des politiques. La lenteur de réaction, la difficulté à prendre des décisions à 28, les divisions entre membres et le manque d'incarnation des décisions sont autant de reproches exprimés par les populations. La décision, au sommet de Lisbonne en 2009 de créer un Président du Conseil européen (actuellement Donald Tusk) pour offrir plus de visibilité à l'institution n'est pas encore concluante.

- *L'insuffisance de la politique étrangère* :

L'Europe ne doit pas être simplement un grand marché et une institution qui déciderait, sans contrôle, de règlements mal ressentis. Il faut lui donner une âme et il faut qu'elle parvienne à jouer un rôle sur la scène internationale.

La crise Yougoslave aux débuts des années 90 avait montré les divisions entre membres. Récemment, entre la France un peu seule en Afrique sud-saharienne, l'Allemagne, solitaire dans la politique d'accueil des migrants, un duo franco-allemand qui peine à exister par rapport à la ligne dure américaine sur le conflit ukrainien, le manque de visibilité de Madame Mogherini au poste de responsable des affaires étrangères, l'Union a du mal à exister dans la gestion des crises internationales, même quand il s'agit de conflits régionaux à ses frontières.

Le refus des pays d'Europe centrale d'accueillir des migrants, constitue une entorse au principe de solidarité entre Etats membres et au principe de libre circulation et pourrait justifier une réflexion sur une Europe à deux vitesses.

- *Une remise en cause depuis 2008* :

Avec la crise économique de 2008, la remise en cause de l'Europe émane aussi bien des citoyens des pays riches du Nord, qui répugnent à payer pour les cigales du Sud que des citoyens des pays du Sud, qui dénoncent les réticences du Nord à faire jouer la solidarité et les ingérences dans leurs politiques internes. Politiquement, la montée du populisme, à gauche réprovoque le néo-libéralisme en vigueur à Bruxelles et à droite incrimine la fragilisation de l'identité nationale et la bureaucratie. Ces deux formes de populisme se retrouvent, politiquement pour stigmatiser des élites qui auraient confisqué le pouvoir et économiquement pour revendiquer le protectionnisme. Au Parlement européen, ces députés sont aujourd'hui plus de 200 sur un total de 751, alors que la droite libérale compte 219 députés et le parti socialiste 190.

Cette vindicte populiste n'est pas spécifique à l'Europe. Dans de nombreux pays, on en retrouve l'empreinte, qu'il s'agisse de la Finlande où les populistes sont entrés au gouvernement, de la Grèce avec Syriza, du Portugal gouverné par une alliance des socialistes et de la gauche radicale et de la Pologne menée par l'euroseptique Jaroslav Kaczynski. Ailleurs, on trouve dans l'opposition des forces populistes importantes, le UKIP en Angleterre qui a rassemblé plus de 12% des suffrages aux dernières élections, la droite populiste au Danemark qui est devenue le premier parti d'opposition et on pourrait additionner les exemples.

1.2. *La critique des politiques économiques :*

La crise de 2008 a été un révélateur : qu'une institution plus que quinquagénaire, aussi intégrée, puisse vaciller à ce point alors que les trois maillons faibles, Grèce, Portugal, Irlande ne représentaient pas même 5% du PIB de l'Union Européenne a semé le trouble et suscité beaucoup d'interrogations.

- *Une croissance faible :*

Le marché unique a été achevé en 1992 avec l'adoption du Traité de Maastricht et la transformation de la CEE en U.E (Union européenne). Depuis le début des années 2000, la croissance européenne est moindre que celle des pays concurrents, le modèle social européen n'empêche pas les affres d'un taux de chômage facialement double de celui des Etats-Unis, les dépenses de recherche, 2% du PIB, restent inférieures à celles des Etats-Unis, 2.7%, et à celles du Japon, 3.4%, ce qui contribue à expliquer la moindre présence des groupes européens dans les nouvelles technologies et l'absence d'une « Silicon Valley » européenne. Autre raison d'une moindre croissance, le vieillissement démographique qui affecte particulièrement l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et l'Europe centrale.

Depuis 2008, le PIB de la Chine a plus que doublé, celui de l'Union a peu évolué. Une comparaison entre les Etats-Unis et l'Europe montrent que si le recul initial, entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, a été similaire, environ 5% pour la production/habitant en termes réels, la reprise a été beaucoup plus rapide aux Etats-Unis. Fin 2013, le même indicateur aux Etats-Unis dépassait de près de 3% le point haut de 2007 mais en Europe il demeurait 2% en retrait car un « double dip » était intervenu en

2011. A de faibles investissements ont correspondu de faibles gains de productivité et des critiques se demandent à quoi sert une Europe qui ne les protège pas des effets négatifs de la mondialisation.

- *Les limites de la politique monétaire :*

Les adversaires de l'Euro déplorent l'impossibilité d'une dévaluation, l'inachèvement de cette intégration qui ne compense pas le risque de désindustrialisation des pays moins compétitifs par des transferts de capitaux en provenance des pays plus riches.

Le « quantitative easing » n'a à ce jour pas très bien fonctionné, c'est-à-dire n'a guère permis de stimuler le crédit, donc la croissance, mais cela n'est pas spécifique à l'Europe.

Les épargnants allemands dénoncent les taux bas nés de cette politique d'injections de liquidités mais ils oublient qu'ainsi l'Allemagne réduit sa dette publique et pourra alléger les prélèvements.

- *Les interrogations sur la négociation du partenariat Transatlantique :*

L'accord en cours de négociation entre l'Europe et les Etats-Unis ambitionne la création d'un vaste marché de 820 millions de consommateurs. La négociation porte sur l'agriculture, les barrières non tarifaires, la propriété intellectuelle mais exclut la défense, la santé et l'audiovisuel. Les américains, déficitaires de 5 à 7 milliards/an dans leurs échanges agricoles avec l'Europe, veulent que l'Europe abaisse les droits sur les produits agricoles, globalement deux fois plus élevés que sur les produits industriels. Certains reprochent à cet éventuel traité le risque d'induire un dumping social, d'avantager unilatéralement les Etats-Unis et jugent ne pas avoir les éléments permettant d'évaluer les éventuels bénéfices à terme.

1.3 L'éventualité d'un « Brexit » :

- *Si l'émotionnel peut l'emporter, le rationnel devrait conduire les anglais à rester dans l'Europe :*

Les deux candidatures anglaises, en 1963 et en 1967, et l'admission en 1973 ont été motivées par une approche type « cheval de Troie ». Ne pas faire partie d'une Europe qui rencontrait un succès certain inquiétait les anglais. Être membre, permettait d'influencer les politiques pour ne viser que la réalisation d'un grand marché. Et 43 ans après, on peut dire que les anglais ont réussi puisqu'ils ont refusé les approfondissements, la participation à l'Euro et la participation aux accords de Schengen.

Le Financial Times a bien montré à quel point l'Angleterre a profité de l'appartenance à l'Union européenne. Entre 1958 et 1973, le PIB/habitant en France, en Allemagne et en Italie a augmenté de 95% et en Angleterre de seulement 50%. En 1973, l'Angleterre était « l'homme malade de l'Europe » et l'appartenance à l'Europe a obligé l'Angleterre à être plus compétitive. Mais l'Europe, influence anglaise oblige, se réduit désormais à un grand marché.

Aujourd'hui 13% du PIB anglais, 50% des exportations sont à destination de l'Europe quand moins de 10% sont à destination d'un pays du Commonwealth, 46% des flux entrants d'IDE proviennent, selon la Banque d'Angleterre, de l'Europe et 9 millions d'emplois dépendent d'exportations à destination de l'Union Européenne. Réciproquement, les exportations européennes à destination du Royaume Uni ne dépassent pas 2.5% du PIB de l'Union.

Demain, un marché anglais de seulement 65 millions de consommateurs intéressera moins les investisseurs internationaux qui, ces dernières années, implantaient des usines et exportaient au sein du grand marché. Un exemple topique, le secteur automobile, puisque la moitié de la production anglaise est exportée.

Demain, hors de l'Europe, les britanniques devront renégocier une cinquantaine d'accords commerciaux avec des pays tiers, ce qui sera long.

Demain, hors de l'Europe, les banques londoniennes perdront le passeport européen, donc beaucoup d'emplois seront délocalisés, l'activité et l'immobilier en subiront les conséquences. A titre d'illustration, sur les 300 000 emplois dans la finance à Londres, 10% seraient liés à l'Euro et n'auraient plus de raison de rester. Demain, hors de l'Europe, British Airways devra renégocier avec les pays européens. Pleins de sujets qui empoisonneront la sortie, sans compter le risque de voir éclater le Royaume, de voir l'Ecosse (8% du PIB du Royaume) et l'Irlande du Nord grande bénéficiaire des fonds européens prendre leur indépendance et rejoindre l'Union. Pourquoi sortir alors que comme le note la London School of Economics, les anglais ont suivi le vote de la majorité dans 87% des cas laissant très peu de cas de désaccords. Un éclatement du Royaume-Uni serait malaisé à gérer pour la répartition de la charge de la dette ou des charges afférentes aux fonds de pension.

- ***La conjoncture anglaise en 2015 est caractérisée par des déséquilibres majeurs :***

Le déficit budgétaire est, Grèce mise à part, le plus élevé de l'Europe, le déficit courant est également le plus important, 5.2% du PIB, la dette publique 90% du PIB, est proche de celle de la France, le taux d'épargne, 3.8%, est très bas et l'endettement des ménages, même en baisse par rapport aux 1.8x le revenu disponible brut en 2008 est encore de 1.5x, très supérieur à celui de la France, 1.1x.

Depuis le début de l'année, l'attentisme règne et les chiffres se dégradent. Si le Brexit l'emportait, la dépréciation de la £ serait importante, la BOE devrait tout faire pour endiguer les tendances récessives. La hausse des taux longs serait limitée car seulement un quart de la dette anglaise est détenue par des étrangers et la Bourse pourrait profiter de la dépréciation de la devise.

- ***La contribution britannique nette est très faible :***

La contribution nette ne représente que l'équivalent de 0.5% du PIB, pourcentage le plus faible des grands pays. Si la contribution anglaise au budget européen s'élève à £18 milliards, le « rabais Thatcher » permet de déduire £4.8 milliards et le Royaume-Uni perçoit £5.8 milliards sous forme d'aides diverses.

Si l'Angleterre sortait, elle découvrirait que la Norvège et la Suisse paient par habitant, respectivement 90% et 50% de la contribution anglaise. En d'autres termes, l'Angleterre économiserait peu, abandonnerait beaucoup du fait d'une moindre croissance et perdrait son pouvoir d'influence puisque dans l'Espace économique européen, certaines obligations et certains droits de douane s'imposeraient sans possibilité de discussion. Un organe eurosceptique, Open Europe, a ainsi calculé que 93% des réglementations européennes continueraient à s'appliquer à l'Angleterre dans le cas d'une appartenance à l'Espace économique européen. Ne pas participer à l'Espace économique européen, c'est-à-dire choisir un accord bilatéral, à l'instar de celui négocié par le Canada, ferait perdre le bénéfice du passeport européen pour les banques, donc serait pire. Le solde de la balance des services financiers avec le reste de l'Union, £18 milliards, utile pour compenser le déficit de la balance commerciale, serait amputé en cas de Brexit.

Certaines revendications exprimées par David Cameron, l'abandon de l'article 1 du Traité de Rome qui prévoit « une union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe », sont inacceptables. L'Europe a été constituée autour de quelques grands principes que le Royaume Uni, signataire volontaire du Traité en 1973, ne saurait remettre en cause. On pense à la libre circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services. Or c'est ce qu'il souhaite remettre en cause quand il entend imposer aux travailleurs étrangers anglais quatre ans de résidence avant de pouvoir bénéficier des prestations sociales. De même, il est difficile de le suivre quand il revendique une sorte de veto dans la zone Euro pour s'assurer que l'intégrité du marché unique sera respectée.

En conclusion de cette partie, trois risques ne peuvent être ignorés, le premier, c'est l'abandon par un ou plusieurs pays de la participation à une politique commune, exemple à propos de l'accord de Schengen, le deuxième, c'est qu'un pays sorte de la zone Euro, la Grèce aurait pu être un cas d'école. Le troisième c'est qu'un pays sorte de l'Union Européenne, hypothèse du Brexit. Rien ne serait fatal, mais l'Europe nécessiterait un réel sursaut.

2. **L'attrait de l'Europe :**

- **Des critiques excessives :**

A la critique du fonctionnement de la Commission, organe accusé d'être non contrôlé et moqué en son temps par Helmut Kohl qui s'indignait notamment qu'elle puisse faire des directives sur la taille des cages à poules, on ajoutera la dénonciation de son caractère bureaucratique. Mais ces critiques doivent être tempérées : les 28 commissaires sont approuvés par le Parlement, les directives rédigées par la Commission

proviennent d'une délégation du Parlement, ne couvrent que des domaines jugés non essentiels par le Parlement et le ratio du nombre des fonctionnaires, 34 000/500 millions d'habitants est en fait faible. Ajoutons que depuis 2014, les élections au Parlement européen influencent le choix du Président de la Commission. Un pas supplémentaire pourrait être l'élection du Président du Conseil Européen. Pour conclure, beaucoup reprochent aux institutions un fonctionnement non transparent mais c'est souvent abusif. Prenons l'exemple d'un sujet très controversé, la négociation du TTIP, le partenariat Etats-Unis- Europe qui ambitionne d'abaisser les barrières non tarifaires entre les deux premières puissances de la planète. Certes, la Commission mène la négociation mais elle doit consulter les pays membres et les parlementaires européens ont accès aux textes des projets en discussion.

- ***Un acteur clé de la mondialisation :***

L'Europe, première puissance commerciale, a été un acteur clé de la mondialisation et elle en a profité ces trente dernières années. Pas plus tard qu'entre 2001 et 2007, les consommateurs européens contribuaient quatre fois plus que les consommateurs chinois à la croissance mondiale (0.4 point contre 0.1 point). L'Europe a réussi à élaborer un espace qui conjugue compétitivité, protection sociale et inégalités plus faibles qu'aux Etats-Unis ou que dans d'autres grands pays émergents. De toutes les régions, c'est l'Europe qui est la plus intégrée puisque 70% des échanges sont à l'intérieur de la zone, à comparer avec 50% sur le continent américain pour les membres de l'ALENA et 50% pour les pays asiatiques.

- ***Un redressement de la compétitivité dans les pays du sud :***

La faillite de Lehman Brothers a été un révélateur des problèmes de plusieurs pays de la zone Euro plus qu'elle n'en a été la cause.

Entre 2000 et 2008, le coût horaire dans le secteur manufacturier avait augmenté de près de 50% en Grèce, 42% au Portugal, 38% en France, 34% en Espagne et 31% en Italie quand il ne s'était accru que de 11% en Allemagne (source BCE). Entre 1999 et 2009, la rémunération des fonctionnaires grecs avait augmenté de 120%.

Il est facile pour les grecs d'incriminer les institutions communautaires mais la cause première de leurs difficultés, c'est l'absence de compétitivité de l'économie, l'insuffisante spécialisation dans des secteurs porteurs, les carences du système éducatif, la faiblesse du nombre d'actifs, 4 millions, par rapport au nombre de retraités, 2.5 millions, sans oublier les 1.5 millions de chômeurs. Une sortie de la zone Euro, donc un effondrement de la Drachme, n'aurait pas eu de sens dans un pays qui importe plus de 80% de sa consommation et dont les exportations de biens ne représentent que 17% de son PIB quand celles de services ne dépassent pas 12% du PIB. Des mécanismes d'aides ont finalement été mis en place mais la compétitivité ou le respect de règles communes (pacte de stabilité) est préalable à une évolution plus fédérale.

- ***Une reprise de la croissance :***

Le taux de croissance économique, en recul sensible lors de la crise de 2008, n'est plus très éloigné de celui des Etats-Unis, le taux de chômage régresse à 9.3% pour l'Union et 10.5% pour la zone Euro, la déflation a pu être évitée même quand le taux d'inflation a été négatif. Il s'agissait de l'effet de la baisse des prix du pétrole, assimilable à un surcroît de pouvoir d'achat pour les consommateurs. L'Union Européenne est toujours la première destination mondiale des investissements directs en provenance de l'étranger car c'est un marché incontournable.

Parmi les PIIGS, l'Irlande enregistre le redressement le plus marqué et a pratiquement divisé par deux le taux de chômage, 15.2% atteint en 2012.

La production industrielle enregistre une reprise mais le contraste est néanmoins vif entre les pays d'Europe Centrale, en forte croissance, l'Allemagne et les pays scandinaves, qui gardent leur tropisme industriel, les pays du sud où la reprise est nette mais récente, la France et la Grande Bretagne où la croissance est modeste.

La consommation est favorisée par une accélération de l'endettement des ménages. Cela est perceptible également en Europe du Sud malgré un recul du niveau de vie après 2008.

- ***Un rééquilibrage budgétaire :***

En 2015, le déficit budgétaire de l'Union n'était que de 2.6%, celui de la zone Euro de 0.1%. Il est vrai que les disparités sont grandes entre l'Allemagne, en excédent, et la Grande Bretagne, en déficit de plus de 4%, entre l'Allemagne qui a réduit sa dette publique à moins de 70% du PIB et la Grande Bretagne ou la France qui approchent les 100% quand l'Italie est déjà à 130%.

Plusieurs pays fragiles, l'Irlande, le Portugal qui a obtenu des privatisations l'équivalent de 5% de son PIB et la Grèce ont réussi à afficher un excédent primaire, c'est-à-dire un excédent budgétaire avant paiement des intérêts de la dette. Dans le même ordre d'idées, l'Italie, pour la première fois en huit ans est parvenue à abaisser sa dette publique. Conséquence de cet effort de rééquilibrage, l'emploi public a sensiblement reculé dans les pays du sud et en Grèce, l'impôt sur les sociétés a été majoré de 26 à 29% et la TVA de 13 à 24%.

- ***Un succès de la politique monétaire :*** 2 aspects = l'Euro et les injections.

L'Euro est un succès, les systèmes préexistants à la création de l'Euro ne fonctionnaient pas bien. On se souvient des variations de change et des dévaluations de la £, du Peso et de la Lire en 1992. Dévaluer, c'est essayer de regagner rapidement en compétitivité, au prix d'un appauvrissement puisque les importations sont plus onéreuses.

On n'ose penser à ce qu'il serait advenu des économies du sud en 2009 sans le bénéfice de l'Euro. L'Euro, au-delà de toutes les critiques, est une réponse crédible à l'instabilité monétaire internationale. A quoi aurait servi la suppression des droits de douane si des variations monétaires avaient pu en gommer les gains. L'Euro était donc une nécessité et loin de disparaître comme le prévoyaient de nombreux Cassandre, la zone Euro a accueilli ces dernières années quatre nouveaux membres, les trois pays baltes et la Slovaquie, et compte 340 millions d'habitants, soit un peu plus que la population américaine.

L'Euro a apporté une stabilité monétaire et des économies sur les couvertures de change mais l'intangibilité des parités, peut handicaper les plus faibles ou les contraindre à de douloureuses politiques de baisses des coûts, exemples récents de la Grèce et de l'Espagne. On aurait pu attendre de l'Euro une convergence des PIB/habitant, on a observé une cristallisation des différences.

La volonté d'affaiblir l'Euro a été contrariée par le niveau d'excédent courant de la zone Euro, 3.7%, qui reflète l'ampleur de l'excédent allemand, près de 8% du PIB, et peine à masquer les problèmes de compétitivité de certains pays du sud.

L'Euro est la deuxième devise utilisée dans le monde, pour 30% des échanges, et elle représente 20% des réserves de change, c'est l'exemple le plus abouti de fédéralisme en Europe. Les injections de liquidités sont importantes, désormais Euros 80 milliards/mois, et le bilan de la BCE, en pourcentage du PIB, dépassera prochainement celui de la FED. Ces injections ont permis une forte détente des taux dans chacun des pays, notamment en Europe du sud. Cette stimulation monétaire va persister car l'objectif d'un taux d'inflation de 2% n'est pas atteint.

- ***Une locomotive allemande :***

Aujourd'hui, l'Allemagne réalise 20% du PIB de l'Union, la France et la Grande Bretagne 14% chacun, l'Italie 12%, l'Espagne 8% et la Pologne 5%, les autres sont beaucoup plus petits. L'Allemagne domine surtout le commerce hors zone Euro puisqu'elle en réalise près de 30% quand les trois suivants n'en font que 10%. L'excédent de la balance commerciale allemande atteint 8% du PIB, dépassé seulement par celui des Pays-Bas, 10% du PIB. Mais, l'Allemagne investit insuffisamment dans l'éducation et les infrastructures, ce qui explique le niveau élevé de l'épargne. Et ainsi, beaucoup estiment que l'Allemagne en accumulant ces excédents exporte de la déflation.

3. **Huit progrès envisageables :**

3.1 ***Faire évoluer les règles de fonctionnement :***

- ***Les institutions :***

L'Europe ne doit pas être « *Un bateau ivre sans capitaine* » comme a pu le déplorer Valéry Giscard d'Estaing. Les institutions ont été conçues pour une Europe des 6 et sont largement inadaptées à l'Europe des 28. Il faut réduire le nombre de membres siégeant à la Commission, abandonner la règle d'un Commissaire par pays, renoncer à l'égalité entre petits et grands pays, réduire le nombre de députés au Parlement européen, aujourd'hui 732 membres, instituer un Ministre des finances de la zone Euro et supprimer la règle de l'unanimité sur des chapitres comme la fiscalité.

- ***Les deux cercles :***

Peut-être faudrait-il évoluer vers une Europe à deux vitesses, un noyau dur qui pourrait développer l'intégration et serait composé des pays originels plus l'Espagne, l'Autriche et le Portugal.

Peut-être faudrait-il mettre dans un deuxième cercle des pays, comme la Pologne et la Hongrie, qui savent accepter des subsides généreux de l'Europe, Euros 15 milliards/an pour la Pologne, mais qui refusent d'accueillir des réfugiés. Ces pays ont bénéficié grâce à l'Europe d'un formidable rattrapage de leur niveau de vie mais enfreignent des principes démocratiques élémentaires, ce qui incline à penser que la ligne de fracture est nette entre l'Ouest qui a une tradition d'accueil et l'Est qui a une tentation de repli.

- ***La représentation :***

L'Union Européenne dispose de la personnalité juridique depuis le Traité de Lisbonne en 2009 et on devrait en profiter pour faire évoluer la représentation. Au FMI, la France, la Grande Bretagne, l'Italie et l'Allemagne ont gardé leur quote-part mais on pourrait y substituer l'Union Européenne et lui attribuer une représentation équivalente à celle des Etats-Unis. On pourrait faire de même à la Banque Mondiale et au G20.

3.2 *Consolider l'union bancaire :*

Entre 2008 et 2013, la recapitalisation des banques européennes aura nécessité plus de Euros 400 milliards.

La création de l'union bancaire fin 2014 a été un complément à l'union monétaire. 128 banques, représentant quelque 80% des actifs du secteur bancaire européen bénéficient d'un MSU, « Mécanisme de surveillance unique » et d'un FRU, « Fonds de résolution unique » qui évite aux contribuables de renflouer les banques. Deux faiblesses restent à pallier, l'insuffisance du fonds d'aide qui ne s'élèvera à terme qu'à Euros 55 milliards et les réticences des banques de chacun des Etats à acquérir la dette nationale des autres Etats ou à se prêter entre-elles.

3.3 *Orienter la politique monétaire pour faciliter l'investissement des PME :*

Le rachat initié des obligations d'entreprises est un choix judicieux pour abaisser le coût de l'endettement mais le crédit bancaire reste faible. Il faut que les petites entreprises bénéficient de ces mesures de stimulation car là réside un potentiel de créations d'emplois.

3.4 *Accroître le budget européen pour stimuler la croissance potentielle :*

Aujourd'hui, le budget européen n'excède pas 1% du PIB, Euros 900 milliards sur six ans, en baisse de 3% par rapport aux six années 2007-2013, quand, aux Etats-Unis le budget fédéral atteint 18% du PIB. Aux Etats-Unis, des Etats comme le Delaware versent annuellement à l'Etat fédéral l'équivalent de 10% de leur PIB, d'autres comme le Nouveau Mexique reçoivent l'équivalent de 10% de leur PIB. Avec un tel système le déficit budgétaire irlandais et le déficit grec un moment proches de 10% n'auraient pas été des problèmes.

On doit tenir compte des réticences des pays excédentaires comme l'Allemagne qui ne voudront pas, chaque année, cotiser pour les mêmes pays et il faut donc partager quelques règles d'or sur la compétitivité. C'est, peu à peu, vers un tel système qu'il faudrait tendre.

La hausse de ce budget devrait avoir pour ambition d'élever le potentiel de croissance. On pense à l'investissement public dans des projets d'infrastructures. Le plan Juncker, Euros 300 milliards, doit être considéré comme une première approche et pourrait être complété d'un endettement de l'Union à l'échelon fédéral.

3.5 *Promouvoir la recherche :*

Hormis les pays nordiques qui affichent des dépenses de recherche qui, en pourcentage du PIB, se rapprochent de celles du Japon, 3.4%, les autres pays, y compris l'Allemagne et l'Autriche à 2.7%, sont en dessous. On pense à la France, 2.2%, le Royaume Uni à 1.7% et surtout l'Italie et l'Espagne, seulement à 1.2%.

Des budgets européens pourraient être votés pour investir dans quelques secteurs porteurs.

Il en est de même de l'effort à fournir pour l'éducation, facteur de compétitivité, même si les Etats dépensent déjà plus de 5% de leur PIB.

3.6 *Assurer une convergence fiscale :*

La concurrence fiscale handicape le fonctionnement du marché unique. Il faut harmoniser la fiscalité des pays membres. Principe facile à énoncer, malaisé à mettre en œuvre car chaque pays a sa tradition fiscale. L'histoire de l'impôt, et l'Angleterre constitue un excellent exemple, c'est un peu l'histoire de l'abandon par la royauté de son pouvoir absolu, c'est un peu en parallèle le développement du pouvoir des parlements. A ce jour en Europe, la répartition des recettes fiscales diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Certains mettent

l'accent sur l'impôt sur le revenu, d'autres sur l'impôt sur les sociétés... Certains, la France et le Danemark, demandent beaucoup à l'impôt, d'autres peu.

- **TVA** : Avec la TVA existe déjà un impôt important dans tous les pays de la communauté et surtout une fixation de cet impôt selon des tranches, un minimum, 15%, agréé par chaque pays et un maximum qui a partout augmenté depuis 2008. L'harmonisation a également été réalisée pour les droits de douane.
- **Impôt sur les sociétés** : Un principe de non double imposition pour les sociétés a été mis en place en 1990 mais on pourrait aller plus loin et trouver un accord sur l'imposition des firmes multinationales selon le lieu d'activité.

Egalement, une réflexion est menée sur le mode d'imposition des plateformes numériques, probablement par rapport à la localisation de leurs clients.

On pourrait de même décider d'une harmonisation de la base imposable pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, liberté étant laissée à chaque Etat de fixer le taux d'imposition. Enfin, on peut aller plus loin dans la restriction des aides fiscales à certains secteurs pour ne pas biaiser la concurrence. Ce couple, harmonisation d'une base mais liberté du taux, donc concurrence, a beaucoup de sens car être plus ambitieux pourrait tout faire échouer.

3.7 *Définir une politique de l'énergie :*

- **L'Europe de l'énergie est à faire :**

Le sujet est clé car l'Europe est dépendante des importations pour son énergie. La dépendance globale est de 54% et atteint 87% pour le pétrole. Les pays les moins dépendants de l'extérieur, moins de 20% de leurs besoins, sont la France et les Pays-Bas, le premier bénéficiant du nucléaire, le second du gaz.

Le sujet est clé car tous les pays ont le même agenda de la transition énergétique. L'Europe émet 11% des gaz à effet de serre, c'est moins que les Etats-Unis et la Chine, chacun 20%, mais cela impose une action coordonnée.

L'accès à une énergie bon marché est une source de pouvoir d'achat pour les consommateurs et une des conditions de la compétitivité pour les entreprises. Il n'est que de voir le bénéfice que les Etats-Unis tirent de l'exploitation des pétroles de schiste pour relancer leur industrie pétrochimique.

- **Des politiques divergentes :**

Entre la France qui privilégie le nucléaire, l'Angleterre qui investit dans le charbon, l'Italie qui joue le gaz et la Scandinavie, l'énergie hydraulique, le spectre des intérêts est vaste.

Entre l'Angleterre qui investit massivement dans le nucléaire et l'Allemagne qui a décidé de l'abandonner, la convergence n'est pas aisée et l'Allemagne n'a pas consulté ses partenaires.

Entre la Pologne et le Royaume Uni qui veulent explorer les gaz de schiste et la France qui l'interdit, on mesure le chemin à parcourir pour définir une politique.

Entre la forte dépendance de pays comme la Pologne au gaz russe et la faible dépendance d'un pays comme la France, il y a des sensibilités différentes.

Entre la production de gaz qui va baisser en Europe et les potentialités au large de Chypre, il y a sans doute une piste à explorer.

- ***Les objectifs :***

En 2007, la Commission européenne publiait une note fixant des objectifs pour une politique de l'énergie mais celle-ci est restée lettre morte et il faut admettre qu'il s'agit d'une politique coûteuse et longue à rentabiliser.

Il faut donc développer des infrastructures de circulation et de stockage de l'énergie car cela contribue à réduire la dépendance de l'Union vis-à-vis de l'extérieur. Faciliter l'exportation de l'énergie solaire de l'Espagne serait bénéfique pour le producteur et le consommateur.

L'Union Européenne devrait investir Euros 2000 milliards au cours des vingt prochaines années. Pour la seule Allemagne, l'abandon du nucléaire et le choix du renouvelable vont coûter plus de Euros 200 milliards. Pour d'autres, l'Espagne, la Pologne et la Roumanie, il a fallu réviser à la baisse les projets. Ces investissements, longs à rentabiliser, pas faciles à faire supporter par les consommateurs, devraient pouvoir bénéficier de financements communautaires en partenariat public-privé, avec une garantie de la Banque Européenne d'investissements et devraient profiter des bas taux d'intérêts actuels.

Indépendamment des investissements dans les énergies renouvelables, il faut, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, fixer un prix minimum de la tonne de carbone car celui des dernières années, autour de \$10/tonne, ne constituait aucunement une incitation à réduire la pollution.

Enfin, on peut concevoir un vaste plan financé par l'Union pour faciliter les économies d'énergie dans les transports urbains et financer la rénovation thermique du parc immobilier public ce qui profiterait à l'emploi dans beaucoup d'entreprises moyennes.

Autant de thématiques qui devraient créer des emplois et bénéficier d'un écho favorable des citoyens.

3.8 ***Les potentialités dans la défense et la sécurité :***

Par insuffisance des politiques de défense, on entend l'effort de défense et la sécurité aux frontières. L'un ne va pas sans l'autre. Si l'Europe, militairement et diplomatiquement avait été plus active en Syrie, la crise des réfugiés n'aurait peut-être pas connu cette ampleur.

- *Les dépenses militaires :*

Si les dépenses militaires dans le monde s'accroissent, exemple celles de la Chine, de la Russie et de nombreux autres pays, celles de l'Europe baissent. A l'aube des années 2000, l'Europe effectuait 30% des dépenses mondiales, aujourd'hui la moitié de ce pourcentage.

Hormis la France et la Grande Bretagne, rares sont les membres qui consacrent 2% de leur PIB à cet effort. La Chine a porté ses dépenses militaires de \$100 milliards en 2007 à près de \$220 milliards en 2014, les Etats-Unis restent à \$600 milliards mais l'Union Européenne n'investit que \$230 milliards, dont un peu plus de \$60 milliards pour la France, un peu moins pour la Grande Bretagne et guère plus de \$40 milliards pour l'Allemagne.

Mais on ne trouve guère de traces d'une coordination de l'effort, d'une répartition des rôles ou d'une spécialisation.

- *Un besoin d'Europe :*

Beaucoup de pays pensent pouvoir bénéficier du parapluie de l'OTAN, un pari plus contestable à l'heure où les américains tournent leur regard vers l'Asie et ne semblent plus voir l'Europe comme une priorité. L'OTAN qui compte 34 pays membres dont 21 européens souffre ainsi des divergences plus fréquentes entre Europe et Etats-Unis, ce qui devrait inciter les européens à coordonner leurs efforts. Rappelons la récente déclaration de Trump disant que si l'Europe ne veut pas financer sa défense, les soldats américains quitteront l'Europe.

- *L'Europe dispose d'atouts :*

Quatre des dix premières entreprises mondiales du secteur sont européennes et la qualité des équipements français, anglais, suédois, est incontestée. L'Allemagne et la France sont les principaux producteurs de matériel militaire en Europe et doivent développer des projets en commun, exemple le nouveau char de combat lourd, ou renforcer la brigade franco-allemande. Une mise en commun des efforts aurait du sens. Certes la défense était exclue du traité de Rome, sans doute une armée commune est un rêve, certainement la définition d'une stratégie commune constituerait un préalable mais on peut gager qu'il y aurait un accueil favorable dans l'opinion.

- *L'espace Schengen et la sécurité aux frontières :*

Initié en 1985 par cinq Etats, il prévoyait la levée progressive des contrôles aux frontières et a été un réel succès. Aujourd'hui 22 des 28 Etats de l'Union Européenne y participent et quatre pays extérieurs, la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein également.

L'agence Frontex a ainsi été créé en 2004 pour assurer les contrôles aux frontières extérieures de l'Europe. Si l'afflux soudain des réfugiés et la lenteur initiale de la réaction ou plutôt la réaction non coordonnée des Etats, l'érection de « murs », le rétablissement des contrôles aux frontières nationales ont pu laisser craindre un démantèlement des accords, un sursaut salutaire est intervenu. Il faut dire qu'un million de réfugiés pour une population de 500 millions, ce n'est que 0.2%.

L'accord de décembre 2015 accroît les moyens de Frontex, prévoit l'institution d'un corps de gardes-frontières européen et renforce les équipes mais, ce n'est pas du jour au lendemain que les Etats échangeront sans réticences leurs informations. Il faut comprendre que Schengen, au-delà de sa dimension politique, a facilité l'intégration économique des Etats, la libre circulation dans toutes ses composantes. Il faut avancer et créer un statut uniforme d'asile.

Conclusion : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises »
Jean Monnet.

- On a débuté cette note avec Maurice Schuman, on l'achèvera ainsi avec le deuxième père fondateur de l'Europe, Jean Monnet. L'Europe est à mi-chemin, elle a réduit la souveraineté des Etats mais pas constitué un gouvernement fédéral. Confrontée aux crises, elle a néanmoins été plus roseau que chêne, pliant mais ne cassant pas. Pour rester avec **La Fontaine**, on rappellera son avertissement dans Le vieillard et ses enfants : « **Toute puissance est faible à moins que d'être unie** ». Gageons qu'au bord du précipice les dirigeants continueront à trouver des solutions et espérons qu'ils seront plus pro-actifs dans l'intégration.
- **Conséquences d'un éventuel Brexit** : pour les européens, une sortie de l'Angleterre devrait être l'occasion d'une politique de relance. 16 nouveaux membres en 18 ans, c'était trop ou trop vite. Il faudrait œuvrer en faveur d'une intégration renforcée du noyau dur ouest européen, avant que ne surgissent des risques de référendums, à l'issue incertaine, aux Pays-Bas ou ailleurs.
- **Sous l'angle politique et diplomatique**, il faut choisir entre élargir ou approfondir, entre une zone de liberté commerciale ou une zone politiquement intégrée. La première approche, c'est la dilution de l'identité européenne et la fin programmée de l'Europe. Si l'Europe ne parvient pas à affirmer un leadership en rapport avec son statut de première puissance économique mondiale, si elle persiste dans ses divisions, elle perdra en pouvoir d'influence. L'Europe ne peut se réduire à des prises de position sur des questions de droits de l'homme, certes importantes mais loin d'épuiser la problématique des relations internationales. Aucun Etat ne peut lutter seul contre la menace terroriste, une meilleure coordination européenne est indispensable. Lorsqu'une crise, comme l'afflux soudain de réfugiés, survient, l'Europe doit être la solution et non le problème. Lorsque l'insécurité se développe aux frontières de l'Europe, en Ukraine ou au Moyen Orient, lorsque le terrorisme sévit, l'Europe doit pouvoir jouer un rôle. Dans la définition des rapports avec les grandes puissances que sont les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Europe doit pouvoir parler d'une seule voix.
- **Sous l'angle économique**, il faut ambitionner à un horizon d'une dizaine d'années l'union budgétaire et fiscale d'un noyau homogène de pays qui pourraient bénéficier d'emprunts supranationaux et réinvestir dans la recherche, les infrastructures et l'énergie. Ce type d'union préserverait la souveraineté de chaque Etat sur des questions aussi fondamentale que la protection sociale, l'éducation, la santé et les impôts locaux. L'Europe doit apporter des réponses à l'enjeu du numérique sur la fiscalité, à l'enjeu de l'ubérisation de l'économie sur le salariat et le financement de la protection sociale, à l'enjeu d'une redéfinition de son modèle économique et social. On connaît la phrase de **Madame Merkel**, « **L'Europe, c'est 50% des dépenses sociales du monde et 7% de la population** ». Les transformations économiques rapides provoquent des chocs d'adaptation

importants sur la population active mais le dispositif de cohésion sociale est un atout à adapter et conserver.

- *Sous l'angle sociétal*, en réponse aux grands enjeux du climat, l'Europe doit aussi développer des positions communes.